

Filière avicole. « Il nous faut du temps »

L'initiative de l'intersyndicale des entreprises Doux et Tilly Sabco a rencontré un écho très favorable samedi à Coatigrac'h, avec 400 personnes dans la salle. Un consensus s'est dégagé pour demander à Bruxelles, une prolongation des aides européennes à l'export.

Daniel Sauvaget, P-DG de Tilly Sabco, et François Le Fort, directeur industriel chez Doux, demandent un peu de temps pour gagner en compétitivité.



Cadres des entreprises, salariés, éleveurs et élus de tous bords avaient répondu présents pour cette réunion dont l'initiative a été saluée par tous, y compris par les dirigeants des deux entreprises.

« Cette rencontre n'a qu'un seul objectif : sauver la filière avicole bretonne menacée d'extinction. On est arrivé devant un mur, et si on n'avance pas ensemble, on ne le franchira pas. Cette rencontre est une première étape, et on espère qu'il y en aura d'autres pour qu'on puisse enfin

se mettre en ordre de bataille », avait cadré l'intersyndicale en introduction.

Les initiateurs de cet échange ont pris très à cœur leur rôle de régulation du débat, jusqu'à couper court aux accusations de certains intervenants, qui commençaient à montrer du doigt la politique sociale des deux groupes volailliers. Aucun sifflet, pas d'invectives : ce débat de haute tenue aura surtout eu le mérite de permettre à chacun de s'exprimer, dans un cadre informel, et avec l'objectif de rapprocher

les points de vue.

Un handicap structurel à combler

Si beaucoup de sujets ont été abordés, la question des restitutions de la Politique agricole commune (PAC) s'est taillée la plus grosse part. Même si beaucoup estiment que l'avenir ne passe plus par là, chacun a pu s'accorder sur l'impérieuse nécessité d'obtenir la prolongation de ce mécanisme compensatoire, le temps nécessaire pour permettre la modernisa-

tion de la filière et la conquête de nouveaux marchés.

« On comprend la forte pression de l'Europe qui s'exerce sur les restitutions. Face à ça, il nous faut demander et obtenir plus de visibilité. On ne peut pas continuer à vivre dans l'expectative de tel ou tel taux », a rebondi Daniel Sauvaget, le P-DG de Tilly-Sabco, en se disant confiant sur la capacité de la Commission européenne à entendre les arguments.

« On a un handicap structurel de 400 € la tonne par rapport

au poulet brésilien sur le marché export, un gap qu'il nous faut gérer. Faisons passer l'idée que nous avons besoin d'un délai court mais nécessaire ».

Même son de cloche chez Doux, François Le Fort, directeur industriel, et Pascal Le Floc'h, directeur de l'amont, ont plaidé pour le maintien des mécanismes compensatoires jusqu'en 2020. Agnès Le Brun, député européen, a toutefois précisé que la bataille serait rude, la décision de l'UE s'inscrivant dans un contexte de diminution du bud-

get global alloué à la PAC. « Pour notre part, nous voterons contre ce budget, il sera à renégocier », a-t-elle précisé, en rappelant que « c'est de la vie de notre péninsule dont il s'agit, si l'on ne veut pas à l'avenir devenir une réserve d'Indiens ».

Une nécessaire solidarité entre les filières

Les syndicats n'ont pas été en reste, en conditionnant cette exigence du maintien des restitutions à leurs utilisations dans le respect du dialogue social et sous contrôle public.

« C'est une feuille de route à laquelle nous adhérons dans sa totalité », a abondé le député Richard Ferrand, en s'engageant à porter ces revendications jusqu'au gouvernement.

Lui comme d'autres ont aussi plaidé pour une meilleure solidarité entre les filières agricoles françaises, lorsque l'on sait que sur les 11 milliards dévolus à la France dans le cadre de la PAC, 5 milliards vont aux « grandes cultures », et seulement 25 millions au monde avicole.

Alors que plusieurs aviculteurs étaient dans la salle, l'amont de la filière a également été évoqué, Pascal Le Floc'h, en charge de la production de volailles chez Doux, plaidant pour un plan d'aides à la modernisation des outils de travail et à l'installation des jeunes, « comme cela se fait pour la filière bovine ». Au final, si cette réunion est loin d'avoir réglé tous les problèmes, chacun veut croire qu'elle aura permis de tracer des pistes pour sauvegarder les emplois, et les savoir-faire de la Bretagne.

Jean-Luc Padellec

> En bref



LES ÉLEVEURS SUR LE QUI-VIVE

Un représentant des éleveurs a regretté « le manque de transparence sur les chiffres » et « l'inélégance » des industriels qui font supporter la baisse des restitutions européennes sur la filière amont, « alors que la partie élevage est peut-être aujourd'hui la seule qui soit compétitive ». Une attitude également dénoncée par Bernard Saliou, maire et éleveur à Saint-Thois (ci-contre) pour qui le redressement de la filière ne pourra se faire « sur le dos des éleveurs ». Pascal Le Floc'h (responsable amont chez Doux) a laissé entendre que cette baisse avait vocation à rester ponctuelle,

et qu'elle serait levée dès lors que l'UE aura revu son niveau d'accompagnement. « On devrait avoir réglé le problème dans trois mois ».

UN DIALOGUE SOCIAL QUI RESTE À CONSTRUIRE

« Chez Tilly-Sabco, le dialogue social n'est pas parfait, mais il s'est quand même amélioré ces dernières années », a indiqué Corinne Nicole, représentante du personnel au sein du groupe, alors que certaines voix mettaient le sujet sur le tapis. « Chez Doux, on nous l'a promis, on attend toujours, on verra », ont, pour leur part, exprimé Nadine Hourmant (FO), Raymond Gouiffès (CGT) et Jean-Luc Guillart (CFDT). Réponse encourageante de François Le Fort, le directeur industriel du groupe : « Nous sommes en phase avec vos propositions, y compris dans sa composante sociale ».

De gauche à droite, ils ont dit

Voici un petit florilège des allocutions politiques entendues samedi, notamment sur la thématique des restitutions européennes.



Les prises de parole n'ont pas manqué, à gauche (Richard Ferrand) comme à droite (Agnès Le Brun).

Agnès Le Brun, députée européenne UMP et maire de Morlaix. « Au niveau de l'Europe, nous sommes dans un processus de co-décision. Il faut bien préciser que la décision s'inscrit aussi dans un contexte de baisse du budget alloué à la PAC. Du point de vue de l'Europe communautaire, le fait que les deux seuls bénéficiaires de l'aide soient bretons reste une anomalie, ce qui explique que les discussions soient aussi dures en coulisses, et qu'on n'est pas sûr de gagner. »

Richard Ferrand, député PS. « La Bretagne est forte lorsqu'elle est unie. Personne parmi les parlementaires bretons ou

conseillers régionaux n'est plus ou moins en soutien du monde agricole. Aujourd'hui, c'est vrai, il nous faut gagner du temps pour permettre le redressement de la filière.

En revanche, on ne peut pas dire comme je l'ai lu, qu'il nous faut garder ces restitutions parce qu'on a une dette à rembourser, cela revient à se tirer une épine dans le pied. Il nous faut mobiliser tous les outils gouvernementaux à notre disposition, travailler au gain énergétique dans les exploitations, et se poser la question de la nécessaire solidarité entre les différentes branches agricoles. »

Bernadette Malgorn, conseillère régionale (UMP).

« Vous êtes en intersyndicale, nous sommes ici de façon plurielle et transversale pour rappeler que sans la filière avicole, l'économie bretonne s'effondrerait. Tous ceux qui disent qu'il faut revoir le modèle breton, en misant tout sur les circuits courts et en arrêtant le modèle productiviste, se trompent de combat. Cela reviendrait à diviser par dix notre production animale en Bretagne, et les emplois qui vont avec. Quant aux restitutions dont nous bénéficions, elles ne sont pas une honte, alors que d'autres pays utilisent des systèmes

contournés pour aider leur agriculture. Tant qu'il n'y aura pas réciprocité, il n'y a aucune raison que nous baissions pavillon face à une concurrence qui n'est pas loyale. »

Gaëlle Nicolas, maire UMP de Châteaulin et conseillère régionale. « Si je ne cautionne pas le dumping social tel qu'il est organisé en Allemagne, ce pays a aussi su développer une politique volontariste de soutien à son agriculture. Ne soyons pas naïfs. Les pays tiers comme les USA, le Brésil ou la Chine accordent des aides directes ou indirectes à leurs productions. Pourquoi serions-nous les seuls à ne pas le faire ? L'accompagnement des pouvoirs publics est important pour sauver la filière avicole bretonne ».

Noëlle Peoc'h, représentant le Front de gauche.

« L'Europe est dirigée par des technocrates qui mettent à genoux les peuples. Personne ne dit que cette Europe-là ne répond pas aux aspirations des citoyens qui avaient voté contre, et dont on voit aujourd'hui le résultat. »

Gwénégal Bui, député de Morlaix (PS). « Dans le cadre de la conférence avicole régionale, il y a de l'argent qui a été mis sur la table et des stratégies qui se mettent en place. Aujourd'hui, ne mentons pas aux éleveurs ou aux salariés en faisant croire qu'on peut bâtir une stratégie sur la base des restitutions passées. »

Le Télégramme à votre disposition

LA FRITERIE BREIZH - Restaurant
7, Grand'Rue - CHATEAULIN
Tél. 02.98.86.38.79 - www.lafriteriebreizh.com
Ouvert tous les jours, sauf mercredi soir et dimanche midi

M420306